

LE BAROMÈTRE 2019 DES AGRICULTURES FAMILIALES



| SOMMAIRE |

La digitalisation de
l'agriculture, une révolution?
4-10



Le rôle des jeunes
dans les agricultures familiales
11-15

Pour une **assiette durable**, qui
soutienne les agricultures familiales
16-22



Reconnecter **les campagnes**
aux **villes** intermédiaires
23-27

La réalisation de ce baromètre est une collaboration entre les ONG SOS Faim, Iles de Paix et Autre Terre.

Rédacteurs en chef: Pierre Coopman et François Grenade | Ont collaboré: Terry Roiseux, Olivier Genard, Olivier Detournajj, François Graas, Pascaline Lits, Isabelle Jardon, Lola Pochet, Nancy Snauwaert, Sébastien Mercado, David Gabriel, Marc Mees | Réalisation - infographies: Studio Marmelade | Impression: Van Ruys Printing

Tous droits de reproduction réservés | Imprimé sur papier recyclé.

Editeur Responsable: Olivier Hauglustaine, 4 Rue aux Laines, 1000 Bruxelles.

Avec le soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGD)



| INTRODUCTION |

La faim continue de toucher une personne sur neuf dans le monde, et l'objectif d'éradiquer celle-ci d'ici à 2030 apparaît de plus en plus comme un vœu pieux. De nombreuses familles paysannes sont coincées dans des cercles vicieux de pauvreté et les dégradations environnementales augmentent leur vulnérabilité.

Pour une **agriculture** d'avenir

Dans ce climat délétère pour une très large majorité des agricultrices et agriculteurs, de nouvelles stratégies agricoles occupent le terrain et l'espace politique international, elles mettent en avant les nouvelles technologies et la digitalisation pour booster l'agriculture et nourrir le monde. Les solutions numériques et digitales sont-elles la clé de voute permettant à l'agriculture de surmonter ses multiples défis ? (Voir p. 4)

Ces nouvelles stratégies mettent également l'accent sur les jeunes et l'entrepreneuriat pour créer un environnement dynamique favorable au développement agricole. Par ces prismes et les politiques concrètes qui en découlent, c'est une certaine vision du monde, de l'agriculture et de la durabilité qui fait office de réalité. (Voir p. 11)

Au-delà de ces priorités internationales, de nouvelles préoccupations scientifiques et citoyennes émergent et commencent à faire consensus. Elles proposent des changements dans les régimes alimentaires et donnent un rôle important à la composition de notre assiette pour rendre les systèmes alimentaires plus durables. Par souci pour la planète uniquement ou aussi pour les paysans ? Ces préoccupations sont-elles capables de transformer les tendances alimentaires mondiales ? (Voir p.16)

Enfin, si le monde est de plus en plus urbain, avec plus d'une personne sur deux qui vit aujourd'hui en ville, l'importance des villes intermédiaires a souvent été mis à l'ombre des grandes mégapoles. Ces villes intermédiaires abritent pourtant 20 % de la population mondiale et constituent un cadre propice au développement de systèmes alimentaires ter-

ritorialisés, qui donnent une plus grande place aux agricultures familiales. (Voir p. 23)

Près d'un tiers de la population mondiale est active dans le secteur agricole, une grande majorité d'entre-eux vit au Sud et travaille de petites surfaces dans le cadre d'exploitations familiales. Tenter de cerner les réalités des agricultrices et agriculteurs familiaux, c'est ouvrir les yeux sur le gagne-pain d'une large part de l'humanité, c'est comprendre ce qui relie les travailleurs de la terre à nos assiettes, c'est donner de l'importance au lien le plus organique qui unit l'humain à l'environnement : son alimentation.

Comprendre et décrypter les enjeux d'actualité des agricultures familiales.

Le baromètre des agricultures familiales prend du recul et fait le point sur ces sujets. Son objectif n'est pas de créer de nouvelles données quantitatives sur les agricultures familiales, il est de comprendre et de décrypter des enjeux d'actualité auxquels les agricultures sont confrontées, et répondent. Ceci est important : ces agricultures sont confrontées à des difficultés, certes, mais elles proposent également des solutions pour une agriculture d'avenir, respectueuse des Humains, de la Nature. Loin d'être des acteurs en fin de parcours dont on suivrait la mort annoncée, elles font partie inhérente d'un développement réellement durable. ◆

| AGRICULTURE ET INNOVATION |

Biodiversité, malnutrition, changements climatiques... Face aux nombreux défis globaux auxquels l'agriculture et l'alimentation sont confrontées, la digitalisation et les solutions high-tech sont-elles la solution pour permettre à l'agriculture de sortir de l'ornière ? De nombreuses institutions internationales, bailleurs de fonds et fondations en font en tout cas leur priorité. Quelles opportunités, quels impacts et quels risques pour l'agriculture familiale ? Petit tour d'horizon digital.

La digitalisation de l'agriculture, une révolution ?

Un enjeu au cœur de l'actualité

Le 19 janvier 2019, à l'occasion du Global Forum for Food and Agriculture, les ministres de l'agriculture de 74 États étaient réunis à Berlin pour discuter des opportunités offertes par la digitalisation, et pour souligner l'importance fondamentale de celle-ci pour une agriculture durable et efficace. La digitalisation et les transformations qu'elle implique sont placées en haut de l'agenda agricole international. Selon ses promoteurs, cette digitalisation de l'agriculture permet de changer la donne, et permettrait de nourrir une population grandissante de manière durable. Son potentiel est mis en avant pour augmenter la productivité de l'agriculture, pour donner de meilleurs revenus aux producteurs.trices tout en augmentant les performances économiques des entreprises agroalimentaires, pour améliorer l'inclusion des jeunes et des femmes, et pour diminuer les impacts de l'agriculture sur l'environnement.

Mais de quoi parle-t-on exactement ? La digitalisation, ou numérisation, est l'ensemble des techniques qui numérisent l'information, et permettent la production, le stockage, le traitement et le partage d'informations. Téléphones portables, internet, algorithmes, télédétection,

drones... Les innovations digitales ouvrent de nombreuses opportunités, dans l'agriculture également. On parle aujourd'hui d'agriculture 3.0 pour décrire l'utilisation grandissante de technologies digitales dans la production agricole. Cette agriculture 3.0 ferait elle-même partie de la 4^{ème} révolution industrielle, caractérisée par un ensemble de technologies qui brouillent les lignes entre les sphères physiques, digitales et biologiques.

Dans les pays du Sud aussi, la digitalisation est en cours : la voie a été ouverte par l'utilisation généralisée du téléphone portable. Celui-ci a créé des opportunités pour améliorer l'accès à l'information, lier les vendeurs et les acheteurs, faciliter l'accès aux services financiers, et ainsi dépasser une série de contraintes auxquelles font face les agricultures familiales.

Promesses et impacts

Promesses

Les promesses de cette digitalisation sont nombreuses, notamment dans les pays en développement.

Pour les agricultures familiales, elle offre un accès à des informations sur mesure, ce qui permet aux agriculteurs de faire de meilleurs choix de production et d'augmenter leur pouvoir de négociation sur le marché. La digitalisation

permet également de faciliter l'accès à des produits et services (inputs) et d'augmenter les opportunités de vente sur différents marchés (outputs). Les revenus des agriculteurs se voient donc améliorés. Cette digitalisation crée également de nouveaux emplois agricoles et permet d'attirer des jeunes vers l'économie agricole et alimentaire : la digitalisation redore le blason de l'agriculture, la rend plus moderne et diversifie les emplois. La digitalisation participe de plus à l'émancipation des femmes, en offrant des services adaptés à leurs besoins spécifiques.

La digitalisation améliore aussi la résilience climatique des agricultures : grâce à un accès facilité à la météo, à des pratiques climato-intelligentes (détection de stress hydrique, accès à des intrants climato-adaptés, ...) et à des assurances basées sur le risque climatique, les agriculteurs sont mieux armés pour affronter un climat incertain. Cette digitalisation est également une solution pour une agriculture plus

Les projets de digitalisation n'améliorent pas forcément les conditions de vie des agriculteurs.

durable : elle permet une utilisation plus précise des intrants, rationalisant ainsi leur utilisation, et donc leurs impacts environnementaux.

Pour les entreprises, en amont (intrants et services) ou en aval (accès au marché) de l'activité de production agricole, la digitalisation permet d'augmenter les opportunités économiques, grâce à un accès facilité et à une relation de confiance avec les différents agriculteurs, notamment avec les agriculteurs isolés. Pour la société en général, il en résulte donc une sécurité alimentaire et nutritionnelle améliorée, des emplois, une agriculture plus durable... Les promesses sont nombreuses et alléchantes : serait-ce la solution miracle pour répondre à tous les défis posés par les systèmes alimentaires?

Au-delà des promesses, quels sont les impacts sur les agricultures des pays du Sud?

« Bien que précoces, limités, et dans certains cas hétérogènes, les résultats globaux suggèrent que la digitalisation pourrait atteindre des résultats transformateurs »¹ indique le Centre Technique pour l'Agriculture et la Coopération Rurale, grand promoteur de la digitalisation dans les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique. Face à l'émergence récente de la digitalisation de l'agriculture dans les pays du Sud, les impacts sont en effet encore difficiles à évaluer. Ce sont donc les techniques les plus anciennes, à savoir les services d'information générale aux agriculteurs via téléphones portables, qui ont fait l'objet des plus nombreuses études. Il en ressort que ces technologies ont eu des effets bénéfiques mais sur des marchés agricoles spécifiques : dans les chaînes de valeur structurées et commerciales comme celles du coton, du café, du cacao. Les résultats sont de plus très contrastés et inégalement répartis. Lorsque des gains ont été constatés, à qui profitent-ils? Il n'est pas clairement établi que ces gains se soient traduits par une amélioration des conditions de vie des agriculteurs et des populations ciblées par les projets de digitalisation, et ce malgré les ressources substantielles qui y ont été affectées².

Concernant l'attrait pour les jeunes, il est clair que ces solutions sont séduisantes pour ces derniers. La jeunesse est plus encline à utiliser ces technologies : en Afrique subsaharienne, 70 % des personnes enregistrées dans des services digitaux sont des jeunes. Il est par contre plus difficile de dire que ces technologies vont influencer le choix de carrière des jeunes, et les orienter vers une carrière agricole. Quant aux bénéfices pour les femmes, le potentiel promis d'émancipation est loin d'être réalisé : en Afrique subsaharienne, seulement 25 % des utilisateurs sont des femmes, alors que celles-ci représentent entre 40 et 50 % de la main-d'œuvre agricole. L'accès au digital reste encore très marqué par le genre : il s'agit la plupart du temps d'hommes agriculteurs, qui travaillent dans certaines filières.

Quant à l'effet sur l'emploi en général, les discours varient fortement entre promoteurs de la digitalisation et sceptiques. Considérant qu'en Afrique subsaharienne, 100 millions de jeunes vont arriver sur le marché de l'emploi d'ici 2030, c'est une question fondamentale. Pour les promoteurs, il est probable que cela



Le ministre belge de la coopération au développement, Alexander de Croo, promeut la digitalisation et l'usage de drones, ici au Bénin.

© Photo : Twitter

créée plus de jobs que ça n'en détruit : l'amélioration des chaînes de valeur, qui intégreront plus facilement des agriculteurs familiaux, auront des effets positifs sur l'emploi agricole et sur leur qualité, ainsi que sur l'emploi digital. Pour les opposants, la digitalisation va détruire des emplois dans l'agriculture familiale, qui ne pourront être compensés en nombre par les créations d'emploi dans des chaînes de valeur dynamisées et dans des entreprises de solutions digitales. Quoi qu'il en soit, tous s'accordent à dire que le marché de l'emploi va être transformé. Il y aura donc des gagnants et des perdants dans la digitalisation de l'agriculture, et les perdants seront selon toute vraisemblance les agricultrices et agriculteurs les plus marginalisés. Concernant les technologies plus avancées de digitalisation de l'agriculture, impliquant l'intelligence artificielle et une automatisation importante des processus de production agricole (drones, tracteurs téléguidés, robots-cueilleurs, etc), il n'y a pas de doute qu'elles ouvrent la voie à une agriculture nécessitant très peu de travail humain, et donc très peu d'emploi.

Pour ce qui est de la résilience climatique, les informations météorologiques peuvent en effet aider les agriculteurs dans leurs choix et les aider à anticiper des événements climatiques. Pour ceux ayant les moyens, il sera plus facile de se protéger via l'usage d'intrants « *climato-adaptés* » et via des assurances climatiques digitales. Cependant, la plupart des solutions techniques proposées se concentrent sur des cultures spécialisées. Ces solutions digitales impliquent donc souvent une spécialisation, qui elle-même peut augmenter la vulnérabilité, et empêcher la mise en place d'une résilience des agricultures basée sur la diversification des cultures.

Au-delà de la résilience, l'agriculture digitale améliorerait-elle son impact environnemental? Les solutions digitales sont souvent liées à l'agriculture de précision, qui utilisent les technologies pour un usage plus précis des intrants et des ressources naturelles: produire plus de denrées avec moins d'engrais, de pesticides et d'eau. Si l'agriculture digitale peut donc permettre d'éviter une surutilisation des intrants sur les cultures, elle oriente les producteurs vers un modèle fortement dépendant de ces intrants³ et améliore l'accès des producteurs à ces derniers. Ainsi, si un usage d'intrant plus rationnel sur une parcelle peut être jugé plus durable, la digitalisation risque d'augmenter la quantité totale d'intrants utilisée, raison pour laquelle elle est d'ailleurs massivement soutenue par les agro-industries fournisseuses d'intrants agricoles. Cela ne va donc pas améliorer l'impact environnemental total de l'agriculture⁴.

En résumé, s'il est encore trop tôt pour mesurer l'ensemble des impacts de la digitalisation en cours, il convient de modérer les promesses affichées pour les pays du Sud: la digitalisation fonctionne surtout pour des agriculteurs de sexe masculin dans des chaînes de valeur structurées et commerciales; elle échoue encore largement pour les femmes et pour les agriculteurs les plus marginalisés. Quant à la promesse d'une agriculture plus résiliente et respectueuse de l'environnement grâce à la digitalisation, elle est actuellement peu convaincante. La contribution de la digitalisation de l'agriculture à la sécurité alimentaire globale semble pour l'instant très limitée.

Risques

Qu'on le veuille ou non, la transformation digitale de l'agriculture est bel et bien en cours, au Nord comme au Sud. Si elle peut créer des opportunités, elle crée aussi un certain nombre de risques et d'incertitudes pour les agricultures familiales.

AUGMENTATION DES INÉGALITÉS. La digitalisation de l'agriculture touche peu les plus faibles, mais en favorisant ceux qui ont les capacités de monter dans le train digital, elle risque de renforcer les disparités existantes, entre riches agriculteurs et pauvres agriculteurs, entre femmes et hommes. Lorsque les publics marginalisés sont touchés par ces solutions, il y a également une augmentation des dépenses: utilisation du téléphone portable, d'internet, achats d'intrants, prêts financiers... les opportunités du digital peuvent engendrer des dépenses qui ne seront pas systématiquement

Bien qu'elle permette une utilisation plus rationnelle des intrants, la digitalisation risque d'augmenter la quantité d'intrants utilisée. C'est pour cela qu'elle est massivement soutenue par les agro-industries.

compensées par des meilleurs revenus agricoles. Un grand nombre de ces solutions augmente donc le risque de surendettement.

DÉPENDANCE. L'augmentation de la dépendance est un risque pour les agriculteurs. Ils passent d'agents économiques relativement indépendants à des utilisateurs de services, consommateurs d'intrants pieds et poings liés par leurs engagements. Les solutions digitales peuvent également renforcer ce qui est appelé la dépendance de sentier: la capacité à remettre en cause son modèle de production et à innover est fortement diminuée par l'endettement et les investissements liés à un modèle de production. Ainsi, l'attrait des innovations agroécologiques risque d'être diminué car les solutions digitales ont favorisé des investissements dans l'agriculture de précision.

TOP-DOWN. Un autre risque de la digitalisation de l'agriculture est que les transferts de technologies et d'information soient principalement des transferts du haut vers le bas: l'innovation est décidée par des experts et des entreprises, tandis que les agriculteurs appliquent⁵. Par ce fait, on reste dans un schéma d'innovation verticale, laissant peu de place à la co-construction par les agriculteurs des solutions qui leur conviennent, et continuant à limiter les innovations à des solutions qui sont économiquement attractives pour les intermédiaires qui les déploient.

INADAPTABILITÉ. Ce processus d'innovation peut également rendre ces solutions inadaptées aux besoins spécifiques des agricultures familiales des pays du Sud. L'exemple de l'utilisation de drones est illustratif: étant pour la plupart conçus pour de larges monocultures des principales spéculations du marché mondial, les drones s'avèrent très peu adaptés pour aider les agricultures diversifiées sur petite surface. Cela n'empêche pas les bailleurs de fonds internationaux d'en faire une large promotion.

USAGE QUESTIONNABLE DES FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT. On en arrive à un autre danger lié à l'engouement international pour la digitalisation de l'agriculture: avec la nouvelle

priorité faite à la digitalisation, les fonds publics pour le développement agricole sont de plus en plus utilisés à cette fin. Comme l'argent public ne se démultiplie pas, cela se fait donc au détriment d'autres types de projets de soutien à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. L'amélioration de la couverture internet est-elle la meilleure manière de lutter contre la faim? Alors que le coût-efficacité de ces pratiques reste à prouver, la priorité faite aux solutions digitales pose la question de l'usage légitime des fonds publics.

Les tendances d'avenir

« Data is the new oil »

L'économie de la quatrième révolution industrielle est de plus en plus immatérielle et basée sur les flux de données et l'agriculture n'échappe pas à la règle. La digitalisation, très dépendante de la disponibilité et de la qualité des données, ouvre la voie à une agriculture dominée par les « big datas ». Les big datas en agriculture sont une accumulation massive de statistiques et d'information sur l'histoire des rendements, les infos météo, les infos du marché, les prix des intrants... De ces données massives, des algorithmes peuvent tirer des informations importantes, notamment sur les tendances, sur l'efficacité d'une culture donnée dans un contexte agro-climatique spécifique. Pour les grosses entreprises, avoir accès à un maximum de données est fondamental pour déterminer les tendances futures et être un acteur incontournable de l'agriculture de demain. Plus on a de données, et plus les prédictions sont précises, ce qui pousse à un processus d'intégration qui favorise les plateformes dominantes. Les grandes sociétés du digital s'intéressent aux méta-données agricoles (Alibaba, IBM, ...), il en va de même des quelques méga-entreprises d'agrobusiness (Bayer Monsanto, Corteva Agriscience, BASF, ...). Aujourd'hui, ces entreprises rachètent des sociétés de solutions digitales et des données. La digitalisation permettrait ainsi à ces entreprises d'augmenter

Utilisation des solutions digitales

Part des différents types de solutions digitales en Afrique

(en fonction du nombre d'utilisateurs inscrits)

68%

LES SERVICES DE CONSEIL ET D'INFORMATION sont des services permettant de diffuser un grand nombre d'informations sur les conditions climatiques, sur les marchés, les techniques agronomiques et de stockage, etc. Ces solutions digitales sont les plus nombreuses en Afrique, et qui reçoivent actuellement le plus grand succès. Elles se subdivisent en services généraux d'information aux agriculteurs, services de conseil d'agriculture de précision, les services de conseils participatifs et de pair à pair et les logiciels d'aide à la gestion de la ferme.

LES SERVICES D'ACCÈS FINANCIER permettent d'identifier et de se connecter avec des agriculteurs familiaux, et de réduire les coûts opérationnels liés à un travail avec ce public. Ces services proposent des solutions digitales de paiement, d'épargne, de crédit, d'assurance ou encore de crowdfunding.

LES SERVICES DE LIEN AVEC LE MARCHÉ permettent une meilleure liaison des agriculteurs au marché, en amont (intrants, mécanisation) et en aval de la production (lien avec les acheteurs, au détail ou en gros).

17%

LES SERVICES DE GESTION DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT permettent de formaliser des relations entre des agro-entreprises et des agriculteurs de petite échelle, et ainsi d'améliorer l'efficacité, la sécurité et la rentabilité de ces chaînes de valeur.

8%

LES SERVICES D'ANALYSE DE MACRO-DONNÉES AGRICOLES analysent des bases de données massives sur les champs, les conditions agro-climatiques pour en tirer des tendances générales et des scénarios. Elles sont encore peu utilisées en Afrique mais elles émergent fortement au niveau global.

7%

Promesses, impacts

PROMESSES ET IMPACTS



Revenus

PROMESSES De meilleurs revenus pour les agriculteurs

IMPACTS

Résultats surtout dans certaines chaînes de valeurs commerciales, et très inégalement répartis



Jeunes

PROMESSES Le secteur agricole attire les jeunes

IMPACTS

70% des personnes enregistrées dans des services digitaux sont des jeunes. Mais l'influence sur leur choix de métier est difficile à établir



Femmes

PROMESSES La digitalisation émancipe les femmes

IMPACTS

25% des utilisateurs représentent des femmes, alors que celles-ci représentent entre 40 et 50% de la main-d'œuvre agricole



Emploi

PROMESSES Création d'emplois dans l'agriculture, les chaînes de valeur, et les sociétés digitales

IMPACTS

La digitalisation peut créer de l'emploi, mais peut aussi en détruire, notamment dans les agricultures familiales et dans les agricultures les plus marginalisées

Les drones, tracteurs téléguidés, robots-cueilleurs ouvrent la voie à une agriculture nécessitant peu d'emplois



Résilience climatique

PROMESSES Résilience accrue face aux changements climatiques

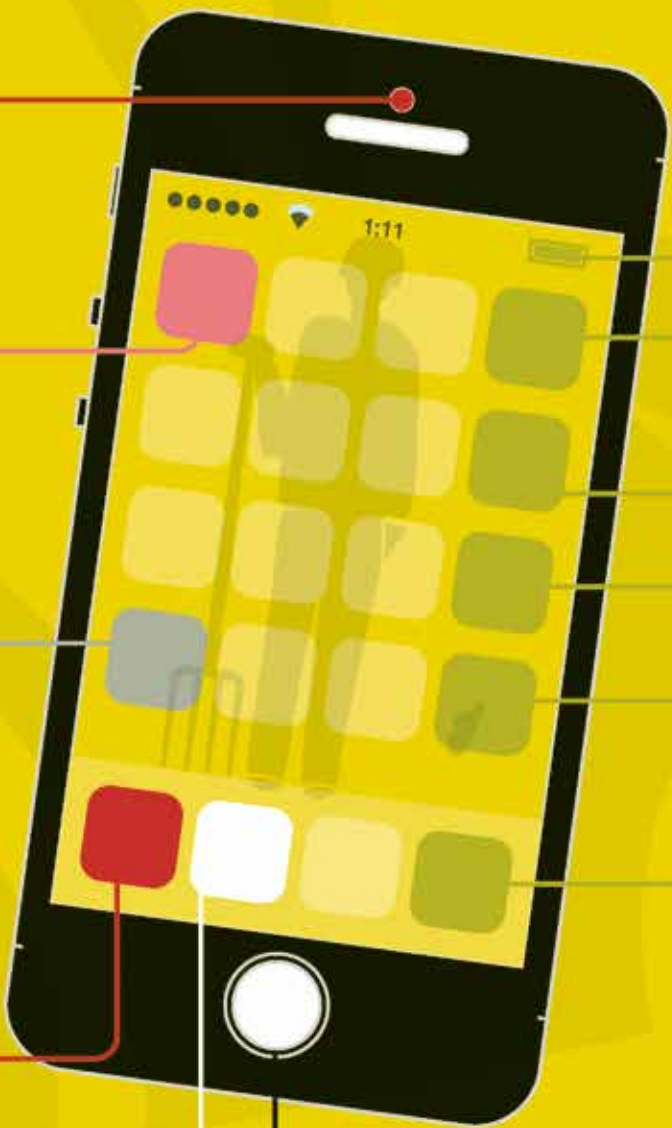
IMPACTS

Les services météo aident les agriculteurs

Facilité à se protéger, pour ceux ayant les moyens (assurances-climat, intrants, ...)

Solutions impliquant une spécialisation des cultures, ce qui augmente la vulnérabilité climatique

par les agricultures familiales et risques de la digitalisation



RISQUES



Augmentation des inégalités

La digitalisation risque de renforcer les inégalités existantes et d'augmenter le surendettement



Dépendance

La digitalisation augmente la dépendance des agriculteurs aux intrants et services digitaux



Big datas

L'accumulation et l'appropriation de données agricoles par certaines firmes peut renforcer la concentration du pouvoir au sein des systèmes alimentaires



Top-down

Le processus d'innovation est vertical : l'innovation est décidée par des experts et des entreprises, tandis que les agriculteurs appliquent



Inadaptabilité

Les solutions digitales peuvent être inadaptées aux besoins spécifiques des agricultures familiales des pays du Sud



Usage questionable des fonds pour le développement

Les moyens financiers pour des projets de digitalisation se font au détriment d'autres projets de soutien à l'agriculture et à la sécurité alimentaire



Impact environnemental?

Usage d'intrants plus rationnel sur une parcelle

Pousse les producteurs vers un modèle très dépendant des intrants, ce qui crée une augmentation globale de la quantité d'intrants utilisée

leur pouvoir, déjà disproportionné, au sein des systèmes alimentaires. Dans cette course pour dominer le marché digital agricole, les agricultures familiales risquent une marginalisation encore plus grande.

Le techno-optimisme agricole

La promotion politique de la digitalisation de l'agriculture va souvent de pair avec une foi inébranlable dans le progrès et la modernité. Ainsi, le président de la Banque Africaine de Développement, Akinwumi Adesina déclarait : « Avec la rapide croissance de l'utilisation de drones, de tracteurs automatisés, d'intelligence artificielle, de robotiques et de blockchain, l'agriculture telle qu'on la connaît aujourd'hui va changer. Il est fort probable que le fermier de demain sera assis chez lui avec des applications sur son ordinateur pour utiliser des drones qui détermine-

Beaucoup d'agriculteurs sont privés d'un accès durable et suffisant à la terre et à l'eau. On est à mille lieues des problèmes que les solutions digitales cherchent à résoudre.

ront la taille de sa ferme, gèreront et guideront les applications d'intrants, et avec des moissonneuses sans conducteur qui ramènent la récolte⁶. L'utilisation de l'intelligence artificielle, l'automation, la connectivité de tous les appareils et les analyses de données font aujourd'hui apparaître des agricultures du futur, quasiment entièrement gérées par des robots. Si cette perspective semble attirante pour un certain nombre et offre des opportunités économiques au secteur high-tech, une question fondamentale se pose : que ferons-nous des 570 millions de fermes et des 2,5 milliards de personnes qui produisent notre alimentation ?

Conclusion

Face à l'optimisme débridé pour la digitalisation du secteur de l'agriculture, qui risque d'encore augmenter les inégalités ainsi que les impacts environnementaux de ce secteur, il nous semble essentiel de garder les pieds sur terre. Pour une part importante des agriculteurs et agricultrices des 475 millions de fermes faisant moins de 2 hectares⁷, le simple accès à des outils basiques reste problématique. Nombre d'entre eux se voient privés d'un accès durable et suffisant à la terre et à l'eau. On est à mille lieues des problèmes que de nombreuses solutions digitales cherchent à résoudre... Il est donc important de rester très critique et vigilant face à l'engouement de nos décideurs politiques envers ces nouvelles technologies. L'innovation agricole, qu'elle soit technologique ou sociale, devrait se réaliser avec les agriculteurs. Elle devrait permettre l'émergence de solutions qui sont adaptées à leur réalité, qui leur sont accessibles sur le plan financier et qui veillent à préserver leur autonomie.

Quoi qu'on en pense, la digitalisation de l'agriculture est en marche. Il est évident qu'elle offrira des opportunités très intéressantes pour les agricultures familiales et pour une évolution des systèmes alimentaires : accès à l'information, au marché, plateformes d'échange entre pairs, économie du partage... Cependant la nouvelle priorité faite à la digitalisation, en se focalisant sur l'optimisation et l'amélioration des « process » dans les chaînes de valeur, en misant prioritairement sur les innovations technologiques liées à l'agriculture de précision, évite de questionner le modèle et empêche la nécessaire réflexion sur une transition agro-écologique des systèmes de production. Cette priorité politique faite à la digitalisation, en mettant en avant des solutions win-win, pour les agro-industries et les agriculteurs, omet de questionner les inégalités et les rapports de force dans les systèmes alimentaires, ce qui la condamne à les reproduire et à les renforcer. Ces faiblesses de la digitalisation sont en fait ses forces : c'est bien parce qu'elle ne remet pas en cause les intérêts du système dominant qu'elle reçoit un tel soutien politique et financier.

La digitalisation, dans les trajectoires qui se dessinent aujourd'hui, n'est donc pas une révolution. Pour les agricultures familiales des pays du Sud, elle risque même d'avoir un goût très amer. ◆

Rédaction : Iles de Paix

Notes

- 1 Technical Centre for Agricultural and Rural Co-operation, 2019, The digitalisation of african agriculture report 2018-2019,
- 2 Aker J., Ghosh I., Burrell, J., 2016, The promise (and pitfalls) of ICT for agriculture initiatives, Agricultural Economics.
- 3 D'ailleurs, le rapport de CTA sur la digitalisation de l'agriculture en Afrique promet, en plus d'une transformation vers une agriculture plus durable, une plus grande demande des agriculteurs pour les intrants.
- 4 Au-delà de l'influence sur le modèle agricole, nous n'avons pas abordé ici l'impact environnemental de l'utilisation de ces technologies (extraction de matières premières liées aux technologies digitales, consommation d'énergie dû au stockage, traitement, partage de données numériques, ...). Cet impact est également à prendre en considération.
- 5 Il est à noter qu'il existe de nombreux cas où le numérique peut être un outil important pour faciliter la co-conception, l'échange d'expériences.
- 6 Commodafrica, La BAD mise \$ 24 milliards sur 10 ans pour révolutionner l'Afrique agricole, 7 août 2018.
- 7 The number, size, and distribution of farms, smallholder farms, and family farms worldwide, World Dev., Lowder S K, Skoet J and Raney T, 2015

| L'AGRICULTURE DE DEMAIN |

Comment promouvoir l'agriculture auprès des jeunes ? Comment les générations à venir trouveront-elles le désir de s'y investir ? Et est-ce l'agriculture familiale ou l'agriculture industrielle qui les intéressera ?

Le rôle des jeunes dans les agricultures familiales

Quand on parle de l'avenir de la jeunesse dans l'agriculture familiale, on aborde des réalités différentes au Nord et au Sud.

Au Nord, les fermes, de moins en moins nombreuses, subissent une pression permanente. La transmission d'une ferme à la descendance est extrêmement compliquée. Des jeunes agriculteurs tentent de résister et restent passionnés par leur métier. Simultanément, d'autres jeunes, appelés les Nimaculteurs (suivant un néologisme qui décrit des personnes qui sont essentiellement « *Non-issues-du-monde-agricole* ») se lancent dans la profession en aspirant revenir à une vie rurale familiale de proximité.

Au Sud, les agricultures familiales n'ont jamais cessé d'être la réalité principale de la société. La majorité des jeunes y sont nés et y ont grandi. Mais l'agriculture ne fait pas rêver. L'accès aux terres est très limité. Les revenus de l'agriculture familiale ne permettent pas de se nourrir décemment. Les économies nationales restent principalement orientées vers l'exportation de ressources naturelles non transformées, qui ne génèrent quasi aucune retombée positive pour les paysanneries locales. En conséquence, bien qu'elles offrent très peu d'opportunités, les banlieues des grandes villes sont confrontées à une arrivée massive des jeunes.

Sur le continent africain, où plus de 60% de la population est âgée de moins de 25 ans, la pression démographique requerrait un grand nombre d'ouvertures sur le marché du travail, de manière à absorber le nombre croissant de jeunes en recherche d'emploi. Cependant, d'après les statistiques des Nations unies

qui prévoient que la population en Afrique sub-saharienne aura doublé d'ici à 2050, le marché du travail dans le secteur non-agricole et en milieu urbain ne sera probablement pas en mesure de procurer de l'emploi décent à la majorité de la population active.

Face à ces constats, les organisations paysannes africaines prônent une transformation des agricultures familiales. Il s'agit de les rendre plus attractives en prouvant leur potentiel économique. Certaines institutions, telles que la Banque mondiale, préconisent par contre une transformation industrielle du monde rural africain, suivant un modèle orienté autour du développement d'agropoles et de pôles de croissance¹, combinant généralement des investissements publics et privés.

C'est donc là que se situe le cœur du débat : est-ce une transformation industrielle ou une transformation familiale des agricultures qui réussira à attirer une main-d'œuvre jeune et abondante ? Les paysannes et les paysans pourront-ils décider des stratégies à suivre pour attirer la jeunesse ? Fera-t-on confiance à leur savoir autant qu'aux technologies ?

Les limites du discours sur les jeunes

Face aux constats alarmants, le rôle de la jeunesse dans le secteur agricole est devenu un sujet central qui anime les cénacles internationaux. Mais le discours utilisé s'avère très univoque. Il met l'emphase sur les pratiques ayant pour but de « motiver » les jeunes, notamment par le processus de digitalisation. En septembre 2019,

au cours du 57^e Brussels Development Briefing² intitulé « *Investing in smallholder agriculture for food security and nutrition* », l'assertion principale était favorable à l'agrobusiness. Ce secteur nécessite qu'une « jeunesse motivée » reprenne le flambeau en devenant agriculteurs et que les politiques d'aide au développement « se focalisent sur les avancées technologiques et digitales de manière à éveiller l'intérêt des agriculteur.trices en devenir ». Les documents sur le Sahel du dernier G7 à Biarritz (août 2019) défendent la même approche de « promotion de l'innovation dans les systèmes alimentaires durables, y compris les outils pour encourager l'esprit d'entrepreneuriat des jeunes, les start-ups et l'utilisation des NTIC ». ³

Il y a cependant un problème dans cette narration qui prévaut au sein de la communauté internationale et qui, par conséquent, influence directement les politiques d'aide au développement. En effet, il semble que les institutions en charge des financements se basent uniquement sur une vision simplifiée de la jeunesse et que les politiques qui en découlent ne soient pas cohérentes avec les réalités sur le terrain.

« La jeunesse » est considérée comme une ressource économique sous-exploitée.

Le paradigme du « Youth Agripreneur » prédomine dans le discours officiel et englobe des stéréotypes attribués aux jeunes dans le secteur agricole. D'après une recherche⁴ menée par les professeurs James Sumberg et Stephen Hunt (2019), les discours utilisés, ainsi que les clichés, images et le langage adoptés par la communauté internationale en référence « aux jeunes » s'inscrivent dans le domaine des « smart economics » et permettent l'instrumentalisation des politiques et programmes mis en place, sans pour autant se baser sur des données empiriques. Le domaine des « smart economics » est une approche utilisée par des agences gouvernementales et autres institutions qui définit « les jeunes » comme étant un vecteur de la croissance économique, et qui défend par conséquent les politiques visant à soutenir « la jeunesse » considérée comme une ressource économique sous-exploitée. Cette simplifica-

tion, fondée sur des hypothèses, aurait pour conséquence de mener à la mise en œuvre de politiques inadéquates et incohérentes, qui correspondent peu à la réalité du terrain et aux besoins des jeunes. La notion de jeunesse africaine, tout comme la notion d'entrepreneuriat qui y est liée semblent bien plus le résultat d'une répétition incantatoire au sein des réseaux internationaux qu'une réalité constatée sur le terrain.

Il serait donc primordial de prendre en compte les différences de contextes au niveau local lors de la mise en pratique des politiques d'aide au développement, pour éviter d'homogénéiser « la jeunesse » dans le but de vulgariser ce terme englobant pourtant une myriade d'acteurs, jeunes, certes, mais surtout très diversifiés, avec des aspirations, des contextes et des aptitudes différentes.

La stabilité des uns pour le bénéfice des autres

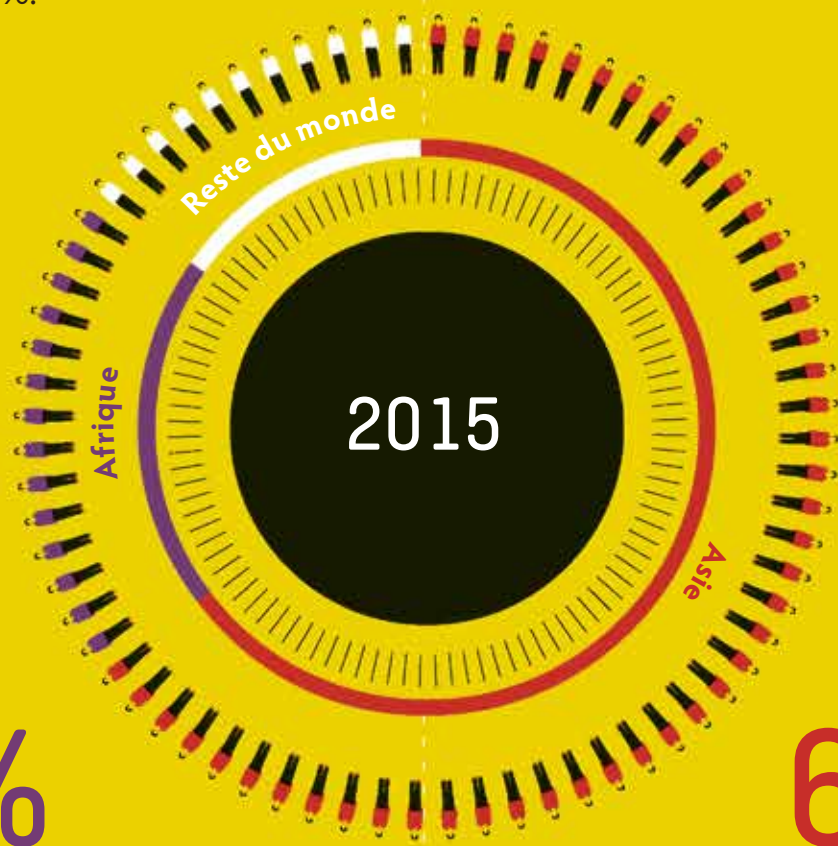
L'un des derniers rapports en date véhiculant cette approche simplificatrice a été publié en 2018 par un puissant think tank étasunien, le Chicago Council on Global Affairs⁵, dont certains contributeurs ne sont autres que Cargill, Syngenta et McDonald's... L'ensemble du discours au demeurant favorable à l'agriculture y est orienté par un souci de stabilité et de sécurité du territoire des États-Unis. D'autres réseaux, européens, chinois, etc. pourraient tenir des propos similaires. Il vaut la peine d'en citer quelques phrases pour bien prendre la mesure du discours tenu :

« (...) L'élargissement des possibilités offertes aux jeunes favorisera la stabilité sociale et la paix dans les régions où les États-Unis ont des intérêts économiques et sécuritaires. Les jeunes qui manquent d'opportunités économiques convaincantes pour sortir de la pauvreté sont plus susceptibles de participer à l'extrémisme, à la criminalité et aux troubles sociaux, qui peuvent également être des moteurs puissants de la migration rurale-urbaine et internationale. Un secteur agricole transformé augmentera les opportunités économiques pour les jeunes et contribuera à atténuer la crise migratoire mondiale, minimisera le recrutement dans des organisations terroristes et criminelles qui menacent la sécurité nationale et mondiale, et favorisera la sécurité alimentaire et la stabilité sociale dans des régions politiquement précaires (...)

(...) Les jeunes des pays à bas et moyens revenus représentent un marché d'avenir important

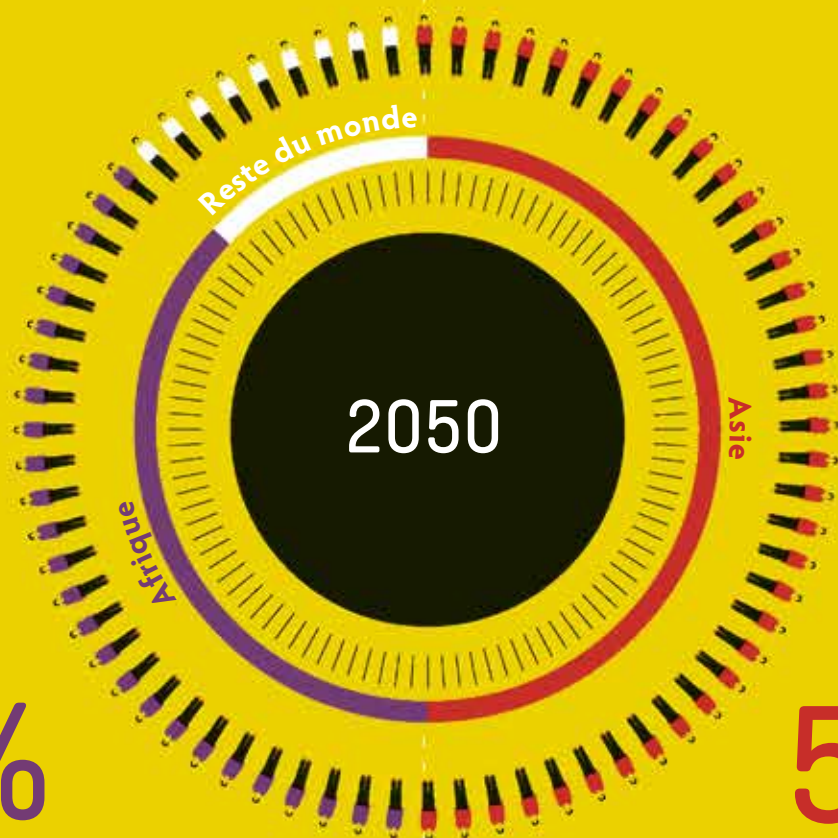
La jeunesse rurale

Aujourd'hui 65% de la jeunesse rurale de 15 à 24 ans (inclus) vit en Asie et 20 % vit en Afrique, mais la part de l'Afrique va augmenter jusque 37% d'ici 2050, tandis que l'Asie descendra à 50%.



20%

65%



37%

50%

pour les biens et services américains. D'ici 2050, environ 2,2 milliards de personnes, soit 23 % de la population mondiale, devraient se trouver en Afrique subsaharienne et 2,4 milliards supplémentaires en Asie du Sud. Une croissance économique rapide élargit progressivement la classe moyenne et augmente le pouvoir d'achat des consommateurs de ces régions. Le nombre considérable de personnes, ainsi que la hausse des revenus, font de ces régions des marchés attractifs pour les entreprises américaines. La croissance continue de ces marchés dépendra toutefois de la possibilité d'étendre les opportunités économiques pour le nombre croissant de jeunes afin de permettre à beaucoup de rejoindre les rangs de la classe moyenne. Comme la plupart de ces économies restent agraires, un secteur agricole et alimentaire (agroalimentaire) en plein essor pourrait accroître les revenus, élargir les perspectives économiques des jeunes et générer une demande de biens et de services américains.

Il est essentiel de reconnaître que ce sont les agriculteurs et agricultrices d'aujourd'hui qui possèdent le savoir.

(...) L'investissement dans les jeunes des pays à revenu intermédiaire peut créer une affinité pour les valeurs, les institutions et les entreprises américaines, se traduisant par une influence politique et des opportunités économiques à long terme. Le pouvoir et l'influence des États-Unis dans les affaires mondiales ne dépendent pas seulement de leur puissance militaire, mais également du «soft power», notamment des vies qu'ils inspirent et transforment au travers de programmes d'aide au développement, d'échanges culturels et d'investissements privés américains. En tant que dirigeants de demain, les jeunes sont essentiels au développement de leurs pays et à leurs relations futures avec les États-Unis. »

Expérimenter, adapter, adopter

Il est nécessaire pour les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations paysannes (OP) de bien prendre en considération l'existence de ces discours totalement orientés en fonction des intérêts de puissances telles que la Chine, l'Europe et les USA, etc. Des financements auxquels les OSC et les OP peuvent prétendre sont rendus disponibles par ces motifs idéologiques, économiques et stratégiques. Il s'agit d'en avoir conscience. Cela ne doit pourtant pas empêcher les OSC et les OP de s'interroger sur les façons de réfléchir au rôle de la jeunesse et à la relève au sein des exploitations agricoles familiales.

Comment valoriser le statut d'agriculteur et surtout, comment promouvoir ce statut auprès des jeunes? La réponse de la communauté internationale est simple: «en utilisant la technologie». Selon Sumberg et Hunt, il ne suffit pourtant pas d'adopter une nouvelle technologie. La conception du changement technologique rapide et pour ainsi dire «miraculeux» n'inclut pas les phases d'expérimentation, d'adaptation, d'adoption complète et partielle. D'après Jan Douwe Van der Ploeg, spécialiste des dynamiques de développement rural à l'université de Wageningen, «l'idée même de moderniser l'agriculture pour infiltrer plus de capital dans le système par le processus de mécanisation est erronée (...) La réalité des agriculteurs qui participent aujourd'hui à soutenir nos systèmes alimentaires n'est donc que peu prise en compte. Les dynamiques actuelles s'inscrivent de facto dans un scénario de fuite en avant, c'est-à-dire qu'elles s'appuient aveuglément sur le pouvoir de la science et de la technologie comme solutions potentielles aux vicissitudes d'ampleur mondiale, sans raisonner sur les problèmes structurels de fond.»⁶ Pour les OP et les ONG, il ne s'agirait donc pas uniquement d'investir dans un nouveau modèle technologique. Comme le rappelle Philippe Baret, doyen de la Faculté de bioingénieurs à l'UCLouvain, «Il est essentiel de reconnaître que ce sont les agriculteurs et agricultrices d'aujourd'hui qui possèdent les savoirs et le courage pour construire les agricultures de demain.»⁷ C'est donc en s'appuyant prioritairement sur ces savoirs, en les valorisant et, lorsque cela en vaut la peine, en les mélangant avec des technologies modernes adaptées aux réalités des petits paysans, que les générations à venir retrouveront le désir de s'investir dans le secteur agricole. ◆

Rédaction : SOS Faim

Notes

- 1 Les pôles de croissance sont des investissements simultanés et coordonnés pour soutenir l'industrialisation autonome dans un pays. Ils combinent généralement des investissements publics et privés. Le continent africain a vu émerger 36 pôles de croissance agricole. Plus d'une douzaine d'agropoles ont été établies, entre autres au Cameroun, en République démocratique du Congo, au Gabon en Côte d'Ivoire, etc.
- 2 Plateforme d'échange permettant de débattre des questions du développement, organisée par le CTA, la Commission Européenne et le Secrétariat ACP. Le 57e Brussels Development Briefing a eu lieu le 11 septembre 2019.
- 3 Cadre du G7 pour la création d'emplois décents pour les jeunes ruraux au Sahel. G7 Biarritz 2019. <https://www.elysee.fr/admin/upload/default/0001/05/bef0f219a-80d8846ad48d124293d-00b2579e5159c.pdf>
- 4 Sumberg, J. and Hunt, S. (2019). Are African rural youth innovative? Claims, evidence and implications. Journal of Rural Studies, [online] 69, pp.130-136. Available at: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S074301671831266X>
- 5 Kwame Yeboah, F. (2018). Youth for Growth: Transforming Economies through Agriculture. [online] Chicago Council on Global Affairs. Available at: <https://www.thechicagocouncil.org/publication/youth-growth-transforming-economies-through-agriculture>
- 6 Ploeg, J.D. van der, «Unfolding Webs, the dynamics of regional rural development», Uitgever: Gorcum b.v., Koninklijke Van, 2008.
- 7 Investir les champs de la politique et du savoir, un article de Philippe Baret, Défis Sud, édition annuelle 2019.

Évolution prévue du nombre de jeunes

de 15 à 24 ans [inclus] par région entre 2015 et 2050

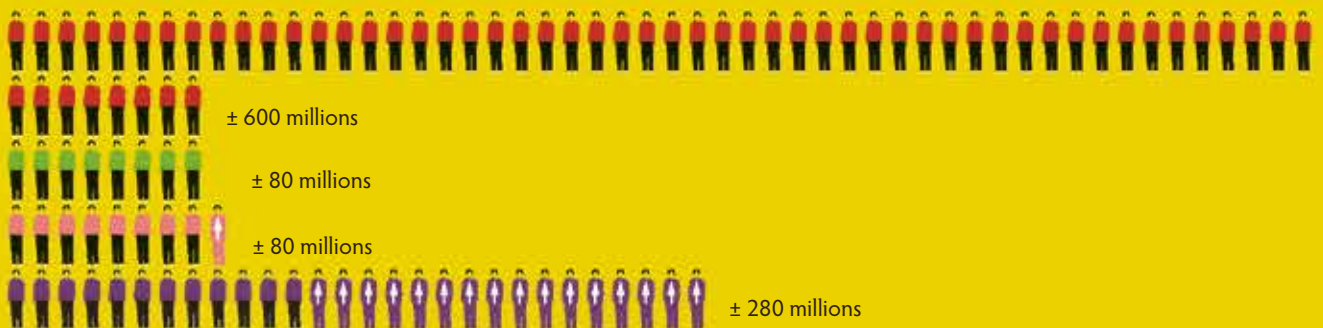
Une forte augmentation est prévue en Afrique subsaharienne d'ici à 2050.



2015



2030



2050



Quelle influence a le contenu de notre assiette sur l'état du monde? Une goutte d'eau dans l'océan à l'échelle individuelle certes, mais qui avec le concours des 7,7 milliards de nos semblables, a un impact considérable. Quels sont les régimes qui amélioreraient la nutrition, tout en diminuant l'impact environnemental du système alimentaire? Y'aurait-il des régimes qui soient plus favorables aux agricultures familiales? Enfin, au-delà des changements préconisés, est-il réellement possible de faire évoluer les habitudes alimentaires?

Pour une assiette durable, qui soutienne les agricultures familiales

Transition alimentaire

La durabilité des systèmes alimentaires est souvent abordée sous l'angle des pratiques de production, de transformation et de commercialisation. Mais de plus en plus d'études insistent également sur l'importance des habitudes alimentaires : un système alimentaire durable nécessiterait un changement dans la consommation alimentaire. Ainsi, selon un article publié dans la revue scientifique *Nature*¹, il est possible de nourrir l'ensemble de l'humanité en 2050 avec l'agriculture biologique, à condition de réduire le gaspillage et la consommation de viande. L'institut de Développement Durable et des Relations Internationales² a quant à lui développé un scénario pour une Europe agroécologique en 2050 qui, au-delà des changements dans les pratiques de production, implique également un changement important du régime alimentaire. Quant au rapport spécial du GIEC sur l'usage des terres publié cet été, il identifie clairement le changement de régime alimentaire comme un levier important :

« Les régimes alimentaires sains et durables présentent des opportunités majeures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre des systèmes alimentaires et pour améliorer les résultats pour la santé (degré de confiance scientifique élevé) »³. Au-delà du nécessaire travail sur les pratiques de production, l'approche basée sur la consommation s'impose de plus en plus dans la recherche scientifique et dans les débats relatifs à la durabilité des systèmes alimentaires.

La transition alimentaire devrait donc permettre, via la modification de nos régimes, l'évolution du système alimentaire vers un modèle plus durable : un modèle qui respecte la biodiversité et les écosystèmes, qui est culturellement acceptable, économiquement équitable et accessible, abordable, nutritionnellement sûr et sain, et qui permette d'optimiser les ressources naturelles et humaines⁴.

Début 2019, une étude d'ampleur sur la question a fait couler beaucoup d'encre. Il s'agit du rapport de la fondation EAT publié dans la renommée revue scientifique médicale *Lancet*⁵ : celui-ci a établi un lien solide entre alimenta-

Une tendance commune se dégage : la diminution des produits d'origine animale et l'augmentation de la consommation de légumes, de céréales et de légumineuses.

tion, santé et environnement et propose un régime idéal pouvant nourrir 10 milliards d'êtres humains en bonne santé et évoluant dans un environnement préservé. Si son amplitude est importante, ce n'est pas la première du genre et son constat n'est pas nouveau. Faisons un point sur quelques études qui ont traité de la transition alimentaire et ce qu'elles nous enseignent.

Un régime alimentaire idéal ?

Le présent article s'appuie sur l'analyse de trois études récentes sur la transition alimentaire. Chacune a cherché, avec des approches différentes, à définir ce qui leur semble être un « régime alimentaire idéal » qui serait nutritionnellement adéquat, tout en ayant un impact environnemental soutenable. Deux nous proviennent de France : il s'agit du scénario Afterres 2050⁶ et de l'étude du World Wildlife Fund sur les paniers alimentaires durables⁷. La première décrit quelle devrait être l'évolution des systèmes agricoles et alimentaires français d'ici 2050. Elle propose une évolution des régimes alimentaires qui est fonction d'une mutation possible des systèmes agricoles français. Selon cette étude, il faut substituer, de manière mesurée, les aliments d'origine animale par des céréales comme source principale de protéines. Quant à l'étude du WWF, elle définit une assiette inspirée des aliments les plus consommés en France afin d'optimiser l'impact carbone, le coût et la qualité nutritionnelle. Elle se base donc sur une approche par la consommation influencée par les habitudes alimentaires françaises et les prix des aliments en supermarché. Ses conclusions soutiennent une augmentation massive de la consommation de légumineuses, noix et oléagineux comme source de protéines d'origine végétale pour suppléer à une baisse

importante de la quantité de bœuf et de porc dans l'alimentation⁸.

La troisième étude est le fameux rapport EAT, qui a une portée mondiale et qui regroupe un panel d'experts scientifiques très conséquent : il décrit un régime alimentaire planétaire idéal, qui préserve la santé humaine et augmente les chances d'atteindre les différents Objectifs de Développement Durable, objectifs que la communauté internationale s'est engagée à réaliser à l'horizon 2030. Dans cette optique, cette étude promeut une alimentation basée majoritairement sur les plantes, et principalement les légumes, en vantant leurs avantages nutritionnels et leur mode de production relativement peu impactant sur l'environnement. Cette étude est celle qui propose la plus grande diminution de la part de viande dans l'alimentation, essentiellement celle de porc et de bœuf, tout en maintenant une certaine part d'aliments provenant d'animaux (produits laitiers, œufs, volailles).

Les recommandations alimentaires issues de ces trois études ont été mises en perspective avec l'étude INCA 3⁹, qui a mesuré la consommation alimentaire moyenne d'un individu en France en 2017.

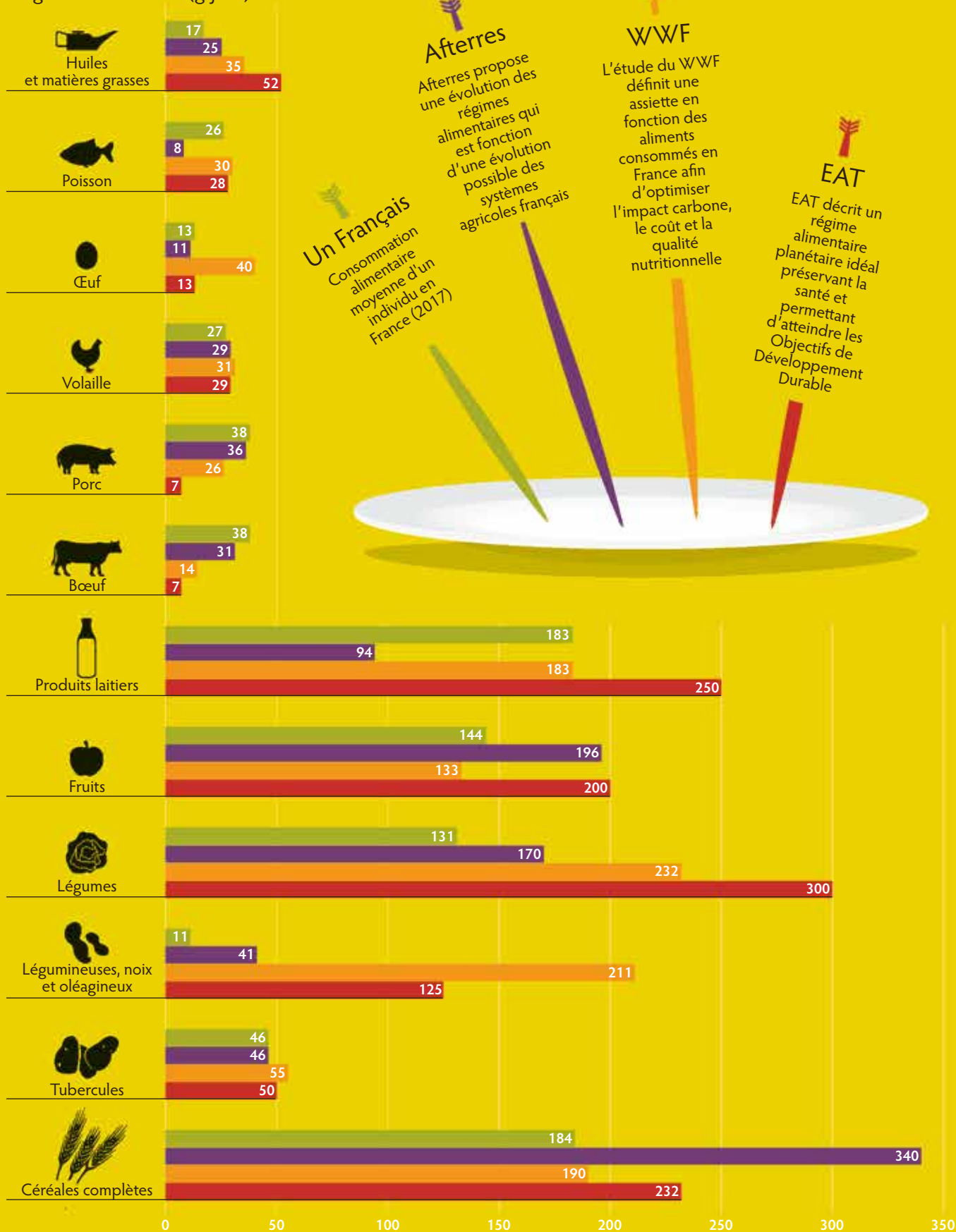
Une tendance commune se dégage de ces trois études. Dans des proportions différentes, elles prônent toute la diminution des produits d'origine animale, notamment de viande rouge, et l'augmentation de la consommation de légumes, de céréales et de légumineuses. Le rapport spécial du GIEC sur l'usage des terres, sans se prononcer avec autant de détail sur cette question, ne dit pas autre chose : « Les exemples de régimes sains et durables sont élevés en céréales secondaires, en légumineuses, en fruits et légumes, et en noix et graines ; et faibles en aliments d'origine animale à forte consommation d'énergie et en aliments facultatifs (comme les boissons sucrées) »¹⁰. Au-delà de cette tendance générale, les trois études analysées comptent quelques divergences notamment au niveau de la consommation de poisson, de produits laitiers et des œufs.

Le sujet de la diminution de la consommation de viande anime régulièrement le débat public. La grande majorité des études va pourtant clairement dans le même sens : il faut diminuer la consommation de viande¹¹. Ce qui n'empêche pas les débats entre experts sur différents sujets. Il y a tout d'abord le débat sur la manière de produire la viande, entre élevage industriel et élevage paysan : il est loin d'être inopportun et est même essentiel. Un autre débat porte

Quel régime pour une alimentation durable

Comparaison des 3 études sur les régimes alimentaires avec la consommation moyenne d'un individu en France

Régime de référence (g/jour)



Un Français
Consommation alimentaire moyenne d'un individu en France (2017)

Aferres
Aferres propose une évolution des régimes alimentaires qui est fonction d'une évolution possible des systèmes agricoles français

WWF
L'étude du WWF définit une assiette en fonction des aliments consommés en France afin d'optimiser l'impact carbone, le coût et la qualité nutritionnelle

EAT
EAT décrit un régime alimentaire planétaire idéal préservant la santé et permettant d'atteindre les Objectifs de Développement Durable

Produits locaux, produits saisonniers, des avantages en termes de durabilité

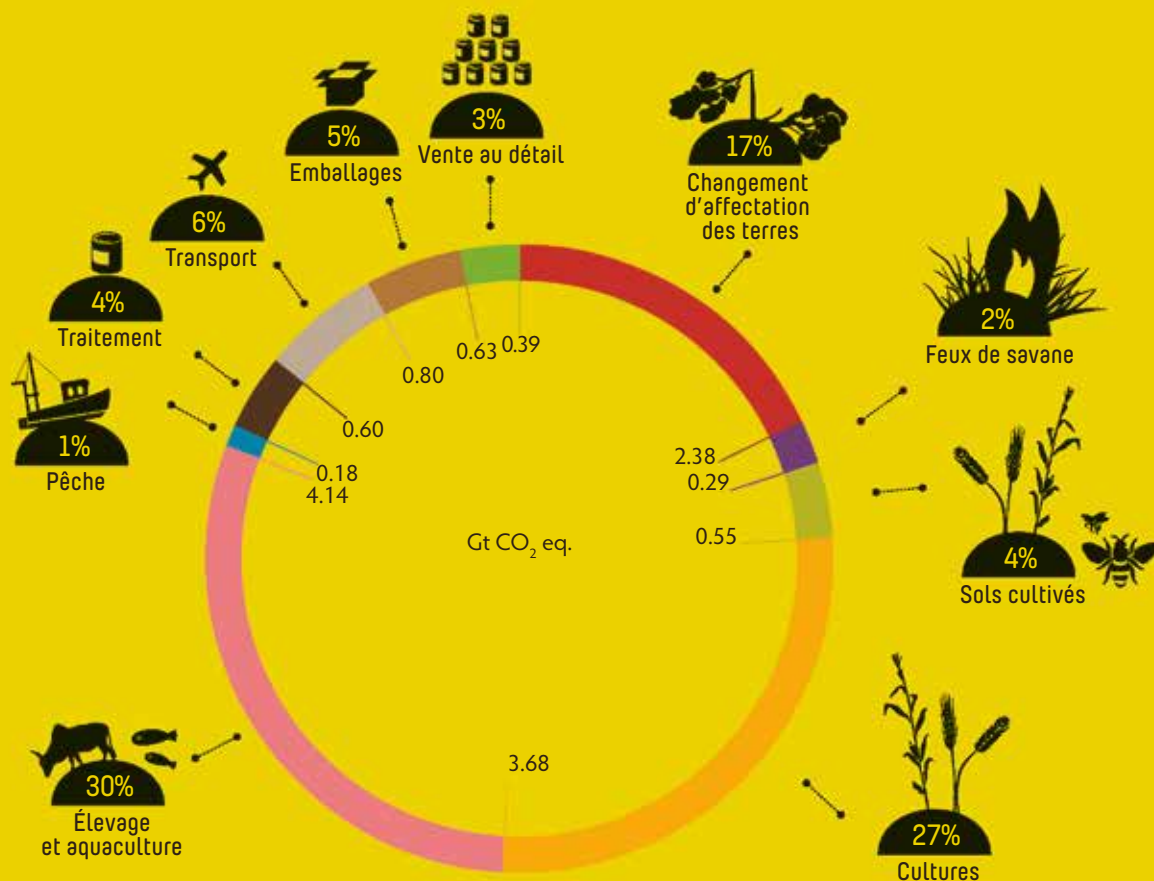
Manger des aliments de saison a des avantages. Cela permet d'augmenter la qualité nutritionnelle de notre alimentation en consommant des produits plus frais et moins transformés. Les produits de saison respectent le rythme de la nature et sont clairement plus respectueux de l'environnement que les produits cultivés sous serre chauffée. Ils sont généralement adaptés à nos besoins et leur consommation cyclique au fil des années apporte de la diversité dans notre assiette. Quant à la consommation de produits locaux, elle renforce le tissu social et les liens entre agriculteurs et consommateurs en raccourcissant la chaîne de production. Dans de nombreux pays, les importations à bas prix impactent durement l'agriculture familiale ; en valorisant la consommation de produits locaux, les achats alimentaires profitent aux agriculteurs familiaux de la région et sont réinvestis dans des

circuits économiques locaux. Avoir une consommation alimentaire saisonnière et locale tout au long de l'année aurait encore d'autres conséquences positives pour la durabilité des systèmes alimentaires.

On associe souvent alimentation locale et lutte contre les changements climatiques. Pourtant, selon une étude publiée en 2018¹, seulement 6% des émissions de gaz à effet de serre de notre alimentation sont liées aux transports. L'alimentation locale est intéressante à de nombreux égards, mais son intérêt est plus limité qu'on ne le pense pour préserver l'environnement et lutter contre les émissions de gaz à effet de serre. Pour ces questions, les changements dans les pratiques de production, les changements de régime alimentaire et la saisonnalité sont des leviers d'action beaucoup plus puissants.

¹ Poore, J., Nemecek, T., 2018, Reducing food's environmental impacts through producers and consumers, Science.

Emissions globales de gaz à effet de serre liées à l'alimentation, par étape dans la chaîne d'approvisionnement



Source : Poore & al., 2018



Des régimes sains, **diversifiés** et respectueux de l'environnement peuvent être **rémunérateurs** pour les agricultrices et agriculteurs, au Nord et au Sud.

sur le type de viande à privilégier dans notre alimentation: les animaux monogastriques (volailles, porcs...) transforment plus efficacement des calories végétales en calories animales, mais sont nourris avec des aliments pouvant nourrir les humains; les ruminants (bovins, caprins,...) peuvent assimiler des calories non assimilables par l'homme, et ainsi valoriser des zones non propices à la culture, mais un grand nombre d'entre eux est également nourri avec des produits que les humains peuvent consommer

(maïs, soja,...), et dans ce cas la conversion de calories végétales en calories animales est médiocre. Enfin, le troisième débat aborde l'importance des éleveurs et de leurs systèmes de production dans des régions données (par exemple en Wallonie ou dans des régions montagneuses), ainsi que l'importance des modèles de polyculture-élevage dans la production agricole durable. Ces questions sont fondamentales et méritent des réflexions approfondies et nuancées, mais elles n'excluent pas pour autant la tendance de fond qui sort des études analysées: il est nécessaire de réduire la consommation carnée.

Il est important de mentionner que ces scénarios ne tiennent pas compte des spécificités des territoires et des cultures. Leur objectif n'est pas pour autant de standardiser l'alimentation dans le monde. Il s'agit plutôt d'une grille d'analyse qui peut aider les responsables à déterminer des priorités de politique alimentaire et agricole, et qui peut accompagner les consommateurs dans le choix d'un régime alimentaire de qualité, culturellement adapté et respectueux de l'environnement.

Bon pour l'environnement et les agricultures familiales

Le lien entre santé, alimentation et environnement est de plus en plus établi par la recherche. Il commence d'ailleurs à percoler dans les recommandations publiques, comme en attestent les recommandations nutritionnelles de l'agence Santé publique France¹² qui, pour la première fois en 2019, intègrent des considérations environnementales. Néanmoins, cette réflexion sur la durabilité des régimes alimentaires prend peu en compte les questions sociales, notamment la question de la place et de la juste rémunération des agricultrices et agriculteurs. Un régime alimentaire peut-il favoriser une meilleure rémunération des productrices et producteurs? Ou plus globalement soutenir les agricultures familiales? Comme ce n'est pas l'aliment fini qui définit la façon dont il est produit, ni comment sont répartis les bénéfices tout au long de son processus de production, il est logique que les études travaillant sur les régimes alimentaires se penchent peu sur cette question. Par contre, plusieurs éléments nous

permettent d'avancer que des régimes sains, diversifiés et respectueux de l'environnement peuvent également être des régimes alimentaires respectueux et rémunérateurs pour les agricultrices et agriculteurs, au Nord et au Sud.

En effet, le remplacement d'aliments ultra-transformés par des produits frais, la diminution de produits carnés, et le respect de l'environnement dans son ensemble, peuvent soutenir les agricultures familiales. Premièrement, remplacer des aliments ultra-transformés, avec une faible valeur nutritionnelle et favorisant l'obésité, par des aliments frais et diversifiés, avec une part accrue de fruits et de légumes, est bénéfique pour la nutrition mais aussi pour l'agriculture familiale. Lors du lancement de la décennie de l'agriculture familiale à New-York en juillet 2019, le directeur de la FAO a ainsi estimé que les agriculteurs familiaux avaient un rôle vital à jouer en vue d'augmenter la production et la consommation de produits frais et diversifiés¹³. Face à des aliments ultra-transformés, issus de longues chaînes de valeur, internationales, standardisées et laissant peu de place aux producteurs, la transition alimentaire peut favoriser des chaînes de valeur plus courtes et plus locales, dans lesquelles la part de la valeur ajoutée est plus grande pour les agricultrices et les agriculteurs. Elle peut également favoriser une alimentation plus diversifiée, ce qui correspond mieux aux productions des agricultures familiales.

Deuxièmement, concernant la consommation carnée, sa production utilise actuellement 30% des calories issues de la production agricole mondiale¹⁴, occupe de larges surfaces de terres et consomme beaucoup d'eau douce. La diminution de la consommation de viande permettrait de diminuer la pression sur les moyens de production agricole que sont la terre et l'eau, et ainsi faciliter l'accès à ces ressources pour les agricultures familiales les plus pauvres.

Enfin, en ce qui concerne les conséquences des changements climatiques, ils impactent et vont fortement impacter les agricultures familiales¹⁵. Dans ce contexte, préserver l'environnement et enrayer le réchauffement climatique permet de préserver l'outil de travail et les moyens de subsistance des agricultures familiales. Un régime alimentaire respectueux de l'environnement est donc aussi un régime qui ne nuit pas aux paysans.

En somme, même s'il faut rappeler que la nature de l'aliment donnera peu d'indices sur les aspects sociaux liés à sa production, une transition alimentaire peut donc également avoir des bénéfices sociaux.

Est-ce qu'une transition alimentaire est possible ?

S'il semble acquis qu'une transition alimentaire permettra de mettre en place un système alimentaire plus durable, il existe de nombreuses incertitudes sur la faisabilité d'un tel changement. Avec l'augmentation des niveaux de vie à travers le monde et l'apparition d'importantes classes moyennes dans de nombreux pays du Sud, on observe une augmentation généralisée de la consommation de lipides et de protéines, notamment via la part accrue de viande et de produits laitiers dans l'alimentation. Les tendances mondiales ne vont pas dans le sens des scénarios d'une alimentation durable, une transition alimentaire vers plus de durabilité est-elle envisageable ?

Les choix des consommateurs ont évidemment un impact conséquent, mais les choix de consommation individuels orientés vers des régimes alimentaires durables se limitent encore à certaines niches de la population, qui sont d'autant plus limitées dans les pays en développement. Des outils collectifs peuvent-ils orienter les trajectoires de consommation alimentaire ? Plusieurs pays ont tenté de modifier les comportements de leur population en la matière, essentiellement dans le cadre de politiques nutritionnelles.

En jouant sur les prix des différents types d'aliments, plusieurs politiques publiques ont cherché à orienter les choix des consommateurs. Ainsi, dans une série de pays d'Europe, des taxes nutritionnelles ont frappé les sodas, les biscuits et les graisses saturées. Il est apparu que les effets de ces politiques sur les choix des consommateurs étaient assez faibles¹⁶. Ces politiques de prix peuvent également avoir des conséquences non désirées. Ainsi, une taxe sur la viande de porc instaurée en Chine pour diminuer la consommation de matières grasses des populations les plus aisées, a eu comme conséquence indésirable de diminuer les quantités de protéines consommées dans les tranches les plus pauvres de la population¹⁷. Cependant, certaines politiques de prix ont montré des résultats encourageants. Au Maghreb, face à la consommation grandissante de produits issus de l'industrie alimentaire en zone urbaine, plusieurs pays ont mis en place des subsides à la consommation de certains aliments produits localement. Cela a eu pour conséquence de soutenir les communautés locales et limiter ainsi l'exode rural¹⁸. Dans les pays scandinaves, à la fin des années 60, des politiques strictes en matière de fiscalité, couplées à des campagnes d'éduca-

Notes

- 1 Muller et al., 2017, « Strategies for feeding the world more sustainably with organic agriculture », Nature Communication.
- 2 Poux, X., Aubert, P.-M., 2018, « Une Europe agroécologique en 2050 : une agriculture multifonctionnelle pour une alimentation saine. Enseignements d'une modélisation du système alimentaire européen », Institut de Développement Durable et des Relations Internationales.
- 3 Intergovernmental Panel On climate Change, 2019, « An IPCC Special Report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems », p.695.
- 4 Lairon, D., 2012, « Biodiversity and sustainable nutrition with a food-based approach », Sustainable diets and biodiversity, 30-35.
- 5 Willett, W., Rockström, J., Loken, B., Springmann, M., Lang, T., Vermeulen, S., ... & Jonell, M., 2019, Food in the Anthropocene: the EAT–Lancet Commission on healthy diets from sustainable food systems. The Lancet.
- 6 Solagro, 2016, Le scénario Afterres 2050.
- 7 WWF, 2017, Étude comparative multidimensionnelle de paniers alimentaires durables : impact carbone, qualité nutritionnelle et coûts.
- 8 Cette nouvelle assiette permettrait de surcroît aux français de consommer, sans surcoût, 50% de produits labellisés bio, label rouge ou pêche durable.
- 9 Anses, 2017, Étude Individuelle Nationale des Consommations Alimentaires 3 (Inca 3), Avis de l'Anses.
- 10 Intergovernmental Panel On climate Change, 2019, « An IPCC Special Report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems », p.695.
- 11 Le rapport du Giec parle de manière explicite de l'impact environnemental de la viande : « Assessment of individual foods within these broader categories showed that meat – sometimes specified as ruminant meat (mainly beef) – was consistently identified as the single food with the greatest impact on the environment, most often in terms of GHG emissions and/or land use per unit commodity » p.754.
- 12 Les guides nutritionnels brésiliens et suédois intègrent également des préoccupations environnementales.
- 13 <https://news.un.org/fr/story/2019/07/1047691>
- 14 Voir baromètre des agricultures familiales 2018
- 15 Voir baromètre 2018

Préserver l'environnement et enrayer le réchauffement climatique permet de préserver l'outil de travail et les moyens de subsistance des agricultures familiales.

tion des consommateurs, ont eu une incidence sur les choix alimentaires et ont induit une évolution positive en termes de santé publique. Des politiques de prix peuvent donc être intéressantes, d'autant plus si elles sont couplées à d'autres actions vers les consommateurs.

Les choix alimentaires ne sont pas uniquement liés aux prix et au goût des produits, de nombreux facteurs influencent les choix : l'intérêt nutritionnel, l'information et la publicité, l'éducation, l'étiquetage, ...¹⁹ Les campagnes de sensibilisation à la nutrition jouent un rôle, mais la publicité, les emballages, les habitudes alimentaires influencent également beaucoup les consommateurs. En définitive, les consommateurs ne font pas systématiquement les meilleurs choix pour leur santé²⁰.

Les politiques publiques visant à modifier les habitudes alimentaires sont donc intéressantes, mais leurs impacts peuvent rester limités. Pour être efficaces, ces politiques doivent combiner différents outils. Ainsi, au Mexique, des mesures anti-obésité ont combiné des taxes sur les sodas, des obligations de menus sains dans les écoles, une obligation d'affichage nutritionnel et l'interdiction de certaines publicités alimentaires à destination des enfants²¹. Ces politiques publiques doivent également dépasser des politiques purement sectorielles liées à la nutrition. Comme le précisait Ipes-Food dans un récent rapport appelant l'Europe à adopter une Politique Alimentaire Commune : « Nous avons d'ambitieuses stratégies anti-obésité, et en parallèle des politiques agroalimentaires qui rendent la malbouffe abondante et peu chère »²². Pour que les politiques publiques

influencent une transition alimentaire, il s'agit donc de développer des politiques alimentaires ambitieuses et transversales, qui orientent l'ensemble du système alimentaire, de la fourche à la fourchette.

Conclusion

Les études récentes illustrent les préoccupations grandissantes pour l'avenir de notre environnement et de notre santé. L'agriculture et l'alimentation sont des domaines d'action clés pour répondre à ces préoccupations. En plus de changements dans les pratiques de production et dans les circuits de transformation et de commercialisation, changer les régimes alimentaires est fondamental pour soutenir l'émergence d'un système alimentaire durable. Plusieurs études identifient des régimes alimentaires plus sains et plus respectueux de l'environnement. Ces régimes pourraient également participer au soutien des agricultures familiales. Les comportements individuels jouent un rôle important, et les politiques publiques peuvent participer à les orienter. La meilleure approche est sans doute de faire de la politique alimentaire une priorité transversale, dont les objectifs nutritionnels, environnementaux et sociaux s'imposent à tous les échelons du système alimentaire ; une priorité transversale dont les objectifs s'inscrivent dans toutes les politiques publiques, de l'agriculture à la santé, en passant par le climat et le commerce. ◆

Rédaction : Iles de Paix

- 16 Clark, J. S., Dittrich, L. O., & Xu, Q., 2014, Empirical evidence of the efficiency and efficacy of fat taxes and thin subsidies, Central European journal of public health.
- 17 Guo, X., Popkin, B. M., Mroz, T. A., & Zhai, F., 1999, Food price policy can favorably alter macronutrient intake in China, The Journal of nutrition.
- 18 Alary, V., & El Mourid, M., 2005, Les politiques alimentaires au Maghreb et leurs conséquences sur les sociétés agropastorales, Revue Tiers Monde.
- 19 Garnett, T., Mathewson, S., Angelides, P., & Borthwick, F., 2015, Policies and actions to shift eating patterns: What works, Foresight.
- 20 Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition, 2016, Systèmes et régimes alimentaires : Faire face aux défis du 21^{ème} siècle.
- 21 Swinburn et al., 2019, The Global Syndemic of Obesity, Undernutrition, and Climate Change: The Lancet Commission report.
- 22 <https://www.euractiv.fr/section/agriculture-alimentation/news/collective-of-400-eu-stakeholders-call-for-a-common-food-policy>

| DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES TERRITORIALISÉS |

Le monde rural n'est pas déconnecté des réalités urbaines. Les activités agricoles et non agricoles sont interconnectées. Un ensemble de dynamiques économiques, sociales et politiques ont pour cadre les villes intermédiaires. Ces villes constituent-elles un avantage réel pour les agricultures familiales ? Quel rôle les agricultures familiales y occupent-elles ? Comment y fonctionnent les circuits alimentaires ?

Reconnecter les campagnes aux villes intermédiaires

Des villes de l'entre-deux

Comme à ce jour il n'existe pas de définition consensuelle des villes intermédiaires, nous considérerons pour cet article qu'une ville intermédiaire est un espace urbanisé qui se situe entre un espace métropolitain et un espace rural et qu'elle peut donc représenter n'importe quelle forme d'urbanisation entre la grande et la petite ville ou entre la petite ville et le village.

Plusieurs études confèrent aux villes intermédiaires un grand potentiel. Elles abritent, selon les estimations, en moyenne 20% de la population mondiale¹. Les villes dites intermédiaires ouvrent des perspectives jusqu'à présent peu explorées pour compenser la pression démographique et pour élargir le champ de possibilité des habitants en milieux ruraux. Dans un contexte où de nombreuses mégapoles font face à des défis sociaux considérables, tels que la pauvreté, le chômage et la pollution, il apparaît que les villes intermédiaires attireront une population de plus en plus importante dans les années à venir.

Par conséquent, les villes intermédiaires joueront un rôle important dans le démantèlement de la hiérarchie urbaine « traditionnelle » qui positionne les métropoles (et mégapoles) en haut de l'échelle pour ensuite catégoriser certaines villes comme « moyennes » ou « petites », sur base du nombre d'habitants.

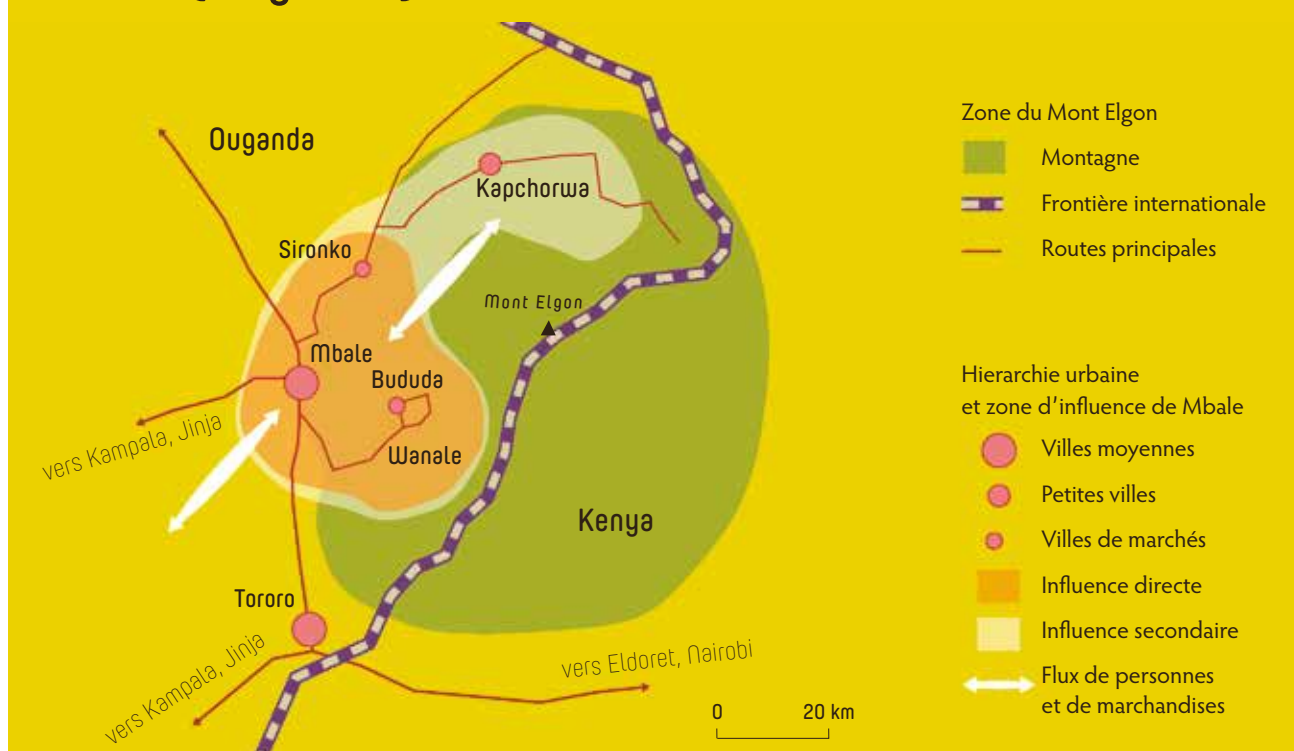
Un rôle pour les agricultures familiales

Comme le soulignent les professeur.e.s Mainet et Racaud² « l'urbanisation est devenue un moteur du développement du secteur agricole (...) et les échelles d'analyse se doivent d'incorporer la ville et la campagne comme des éléments en interaction continue. (...) En déconstruisant le paradigme actuel du système alimentaire mondialisé, des politiques plus adaptées aux défis alimentaires de demain pourront être mises en place ».

Les dynamiques de villes intermédiaires doivent permettre un développement valorisant les ressources alimentaires endogènes et les échanges intra-régionaux. À cet égard, le concept de *City-Region Food Systems*³ met l'accent sur le développement de systèmes alimentaires résilients et durables qui incorporent les zones urbaines, péri-urbaines, rurales et régionales.

Et de proposer comme alternative la mise en place de systèmes alimentaires territorialisés : des initiatives locales innovantes par exemple en termes de gouvernance et de gestion collective des ressources. Ces systèmes privilégient les différentes formes d'agriculture familiale et des réseaux de petites entreprises agroalimentaires qui valorisent les produits dans des filières de proximité et dans des circuits alternatifs de commercialisation qui partagent la valeur ajoutée créée. Cela s'accompagne de l'invention de nouveaux

Mbale (Ouganda)



Les villes intermédiaires comme Mbale sont indispensables dans le processus de redistribution des biens.

Les villes intermédiaires facilitent les interactions entre les acteurs ruraux et les acteurs urbains et permettent de simplifier le système d'échange de services et de produits.

modèles de production plus respectueux de l'environnement et de la santé. Ces systèmes alimentaires territorialisés sont le plus souvent issus d'initiatives de producteurs, mais également de mouvements de consommateurs et de mouvements associatifs dans le cadre de politiques territoriales locales. Ces systèmes ne regroupent donc pas seulement des réseaux de producteurs, d'agriculteurs, mais aussi d'autres acteurs dont le secteur d'activité n'est pas agricole.

Villes intermédiaires, lieux stratégiques

Est-ce qu'investir davantage dans les villes intermédiaires plutôt que dans les métropoles permettrait de réduire la pauvreté ?

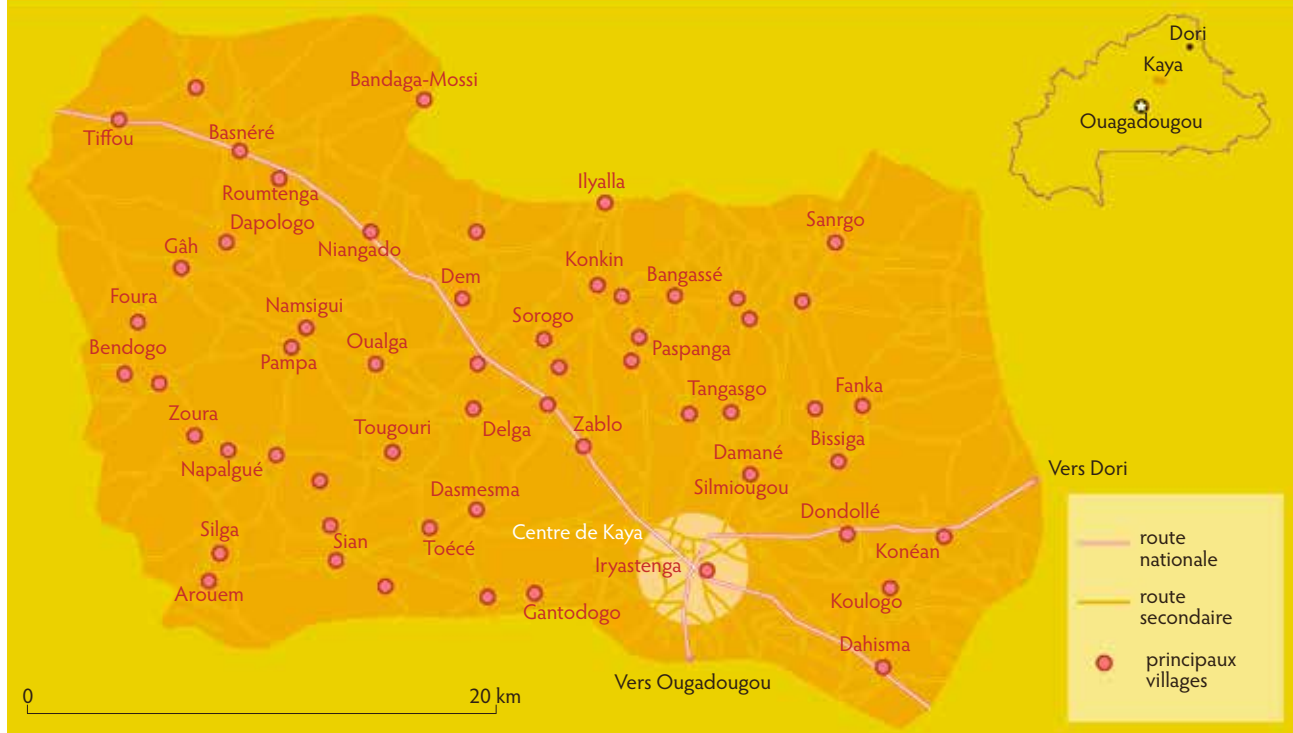
En 2018, une étude⁴ financée par le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) a conclu que le renforcement des politiques visant les activités agricoles et non-agricoles dans le contexte rural doit rester la priorité.

Cette étude s'oppose visiblement à d'autres recherches comme celles conduites par l'économiste de la Banque mondiale Luc Christiaensen⁵, qui soutient au contraire qu'un budget important devrait être consacré aux initiatives de réduction de la pauvreté dans le contexte urbain, et plus particulièrement au niveau des villes intermédiaires.

Faux débat ? Concrètement, les villes intermédiaires jouent un rôle économique en facilitant les interactions entre les acteurs ruraux et les acteurs urbains et en permettant de simplifier le système d'échange de services et de produits. Elles occupent de ce fait une place importante dans les processus de développement territorial évoqués ci-dessus. Ce processus est une « transformation d'un espace rural donné pour améliorer les conditions de vie de sa population. La réduction de la pauvreté rurale en est un objectif essentiel »⁶.

En soutenant la production agricole au niveau local et régional, les villes intermédiaires

Kaya (Burkina)



Au Burkina, la commune de Kaya est une ville intermédiaire composée de 71 villages sur l'axe qui relie Dori et la capitale Ouagadougou.

établissent des liens entre l'arrière-pays rural (*hinterland*) et les marchés nationaux et internationaux. Par conséquent, elles représentent des lieux économiques stratégiques de (re)distribution permettant le renforcement des liens entre les sphères urbaine/ rurale et locale/ globale⁷.

Mbale (Ouganda) : au-delà du marché local

Des études empiriques ont été effectuées par Hélène Mainet et Sylvain Racaud⁸ dans la région du Mont Elgon, situé à la frontière entre le Kenya et l'Ouganda. Cette zone montagneuse est particulièrement intéressante car elle s'inscrit dans un système plus large d'interconnexions entre différentes villes et villages. La ville de Mbale, en Ouganda, au pied du Mont Elgon, compte environ 100 000 habitants et sert de point de ralliement avec des villes plus petites comme Kapchorwa ou Bududa. À Mbale, qui joue le rôle de ville intermédiaire, les marchés sont très animés : des petits producteurs viennent y vendre leurs produits et des commerçants s'approvisionnent dans les zones rurales à proximité pour revendre ensuite la marchandise à des marchands urbains. Trois fois par semaine, des revendeurs de légumes (pommes de terre, patates douces, carottes,

oignons, bananes) sont ravitaillés en marchandises provenant des exploitations aux alentours.

Les revendeurs jouent ici un rôle clé : ils achètent de la marchandise en zone rurale, et la transportent pour ensuite la revendre à des détaillants en zone urbaine, reliant ainsi les différents marchés des territoires environnants. Mais Mbale n'a pas simplement un rôle au niveau du réapprovisionnement local, elle influe également les dynamiques de redistribution à plus grande échelle. En effet, une partie de la production de la région autour du Mont Elgon est également vendue dans d'autres grands centres urbains, comme Jinja ou Kampala ou est dispersée à travers le pays via d'autres villes intermédiaires. Des villes comme Mbale permettent aussi aux personnes vivant dans des zones recluses d'accéder à des produits importés (du Kenya ou de pays étrangers, via Kampala).

Les villes intermédiaires comme Mbale sont indispensables dans le processus de redistribution de biens et de produits ; elles contribuent à l'intégration des zones isolées/rurales et permettent donc de créer des liens entre l'arrière-pays et les marchés nationaux et internationaux.



Les producteurs de tomate ont très peu d'influence sur les prix proposés sur le marché local de Kaya ou sur les marchés de Ouagadougou.

Mbale, comme bien d'autres villes, peut être définie comme faisant partie d'un réseau de « marchés territoriaux ». Le concept de marché territorial fait référence à ces régimes complexes d'acteurs et d'exploitants « territoriaux » (identifiés à travers un territoire spécifique) qui interagissent, en ayant pour propension de créer de la richesse tout en répondant à la demande alimentaire à différents niveaux. Ils peuvent opérer au niveau du village, mais aussi aller jusqu'à l'échelle du district, du pays, trans-frontalier ou régional. Ils ne peuvent donc pas uniquement être définis comme étant des marchés « locaux ».

Kaya (Burkina), au centre d'une toile de 71 villages

Au Burkina Faso, la commune de Kaya est une ville intermédiaire composée de 71 villages sur l'axe qui relie Dori à la capitale Ouagadougou, située à une centaine de kilomètres plus au Sud.

Le dernier recensement général de la population réalisé en 2006 à Kaya a dénombré 51 778 habitants⁹. Depuis 2006, Kaya est devenue le chef-lieu de la région Centre-Nord. Le centre de Kaya est un point de convergence

des 71 villages alentours. Dans le cadre de son statut de chef-lieu, un dispositif d'implication citoyenne dans la gestion des affaires publiques a été mis en place. Tous les 3 mois, 2 élus issus de chacun des 71 villages du département sont envoyés au conseil communal à Kaya. Ce conseil est censé permettre une meilleure représentation des intérêts des communautés plus isolées.

Les 71 villages composant Kaya sont pour la plupart des zones de production agricole (piments, haricots, arachides, pommes de terre, tomates, oignons) et d'élevage. Le pouvoir d'achat dans la région est faible, l'achat de produits manufacturés est limité. Au niveau des villages, les producteurs s'organisent collectivement pour vendre leur marchandise et fidéliser leurs clients en se déplaçant régulièrement au centre de Kaya. Mais la question de la relation au marché reste préoccupante au détriment des producteurs.

Si le circuit est court, il reste peu lucratif avec peu de valeur ajoutée et une forte dépendance des prix fixés par les commerçants. Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir vers un système alimentaire territorialisé tel que décrit dans cet article.



7,6 €

Une caisse vendue bord champ
ou au marché à environ 5 000 FCFA



60 boîtes

90 €

permet de fabriquer 60 boîtes
de purée de tomates
d'une valeur 12 fois supérieure en boutique
(1 000 FCFA la boîte – 1.5 €)

Si les producteurs de Kaya parviennent à transformer leurs tomates, ils bénéficieront de la valeur ajoutée vendue sur les marchés de Ouagadougou et du Ghana.

Le cas de la tomate est emblématique. La tomate est un produit très périssable. Or, malgré l'existence de plusieurs unions communales de groupements de producteurs maraîchers, ceux-ci ne sont pas suffisamment organisés pour des ventes groupées et n'ont dès lors pas ou très peu d'influence sur les prix proposés sur le marché local de Kaya ou par des collecteurs visant les marchés de Ouagadougou et de l'exportation.

En outre, en cas de vente à des intermédiaires, les producteurs n'ont aucune visibilité sur la suite du circuit de distribution.

C'est ainsi qu'une caisse vendue bord champ ou au marché vaut environ 5 000 FCFA (7.6 €). Cette même caisse permet de fabriquer 60 boîtes de purée de tomates d'une valeur 12 fois supérieure en boutique (1 000 FCFA la boîte – 1.5 €)

40 tonnes vendues bord champ au Burkina Faso valent 2 millions de FCFA (3 050 €). Elles seront revendues au Ghana pour 20 millions de FCFA, soit 30 490 € !

L'installation d'une petite unité de transformation sous le contrôle des producteurs est en cours et sera une alternative pertinente à la condition que sa gouvernance soit bien assurée.

Une alimentation durable en zones urbaines

Ces deux exemples contrastés montrent la diversité des enjeux à relever en fonction des contextes. À des niveaux très différents, ces deux villes intermédiaires ont en commun de devoir trouver des solutions innovantes pour faire évoluer leurs rapports avec les zones rurales. Il est donc important de renforcer les services publics et les réseaux de communication de façon à connecter les différentes zones de manière durable dans des économies fondées sur les agricultures familiales.

Soutenir les marchés territoriaux dans les villes intermédiaires devrait idéalement permettre de combler les écarts entre « le monde rural » et « le monde urbain ». La consolidation d'un système reliant plus efficacement les villes intermédiaires entre elles aurait également un impact non négligeable sur la pression démographique puisqu'elle permettrait de désencombrer les grandes villes principales. ◆

Rédaction : SOS Faim

Notes

- 1 UCLG – United Cities and Local Governments. [online]: <https://www.uclg.org/fr/agenda/villes-intermediaires>
- 2 Mainet, H. and Racaud, S. (2015). Secondary towns in globalization: Lessons from East Africa. [online]: <https://journals.openedition.org/articulo/2880>
- 3 A vision for City Region Food Systems, FAO, Ruaf Foundation, <http://www.fao.org/3/a-i4789e.pdf>
- 4 IFAD (2018). Poverty reduction during the rural-urban transformation. IFAD Research Series. [online]: IFAD. https://www.ifad.org/documents/38714170/40275993/22_research_series.pdf/7331c74c-e325-494f-b7ff-3d31314af367?eloutlink=imf2ifad
- 5 Christiaensen, L., De Weerd, J., & Todo, Y. (2013). Urbanization and poverty reduction: the role of rural diversification and secondary towns. *Agricultural Economics*, 44(4-5), 435-447. doi:10.1111/agec.12028
- 6 Mees, M. and Navarro, C. (2018). Le développement Territorial. *Dynamiques Paysannes*, (45).
- 7 Andreasen, M., Agergaard, J., Kiunsi, R. and Namangaya, A. (2017). Urban transformations, migration and residential mobility patterns in African secondary cities. *Geografisk Tidsskrift-Danish Journal of Geography*, [online] 117(2), pp.93-104. https://www.researchgate.net/publication/316926751_Urban_transformations_migration_and_residential_mobility_patterns_in_African_secondary_cities.
- 8 Mainet, H. and Racaud, op.cit
- 9 Un nouveau recensement est prévu en novembre et décembre 2019.

